

EGYPTIAN CREDIT FONCIER
Created by
virtue of the Firman of
H. H. the Khedive

bearing date the 15th February, 1880

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL: £1,600,000 or Frs. 40,000,000

Represented by 80,000 Shares of £ 20 or Frs. 500 Each

SHARE
OF
£.20 or Frs. 500

TO BEARER

On which £ 5 or Frs. 125 have been paid

UN ADMINISTRATEUR,

Heintz

البنك العقاري المصري

المؤسس

بوجبة فرائد من الحضرة الخديوية

صادر في ١٥ فبراير سنة ١٨٨٠

وهو

شركة مساهمة رأس مالها

أربعون مليون فرنك

عبارة عن

مليون وستماية الف جنيه انكليزي

وينقسم الرأسمال على ثمانين ألف سهم قيمة كل سهم

خمسمائة فرنك عبارة عن عشرين جنيه

وهذا السهم قيمته خمسمائة فرنك

عبارة عن عشرين جنيه

يخص حامله

ومدفوع منه فرنك ١٢٥ عبارة عن جنيه

N^o 41,211

Le Caire, Mai 1880.

EGYPTIAN CREDIT FONCIER
Établi en
vertu du Firman de
S. A. le Khédive

en date du 15 Février 1880

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL: Fr. 40,000,000 ou £ 1,600,000

Représenté par 80,000 Actions de Fr. 500 ou £ 20 chacune

ACTION
DE
Fr. 500 ou £.20

AU PORTEUR

Sur laquelle il a été versé Fr. 125 ou £ 5

UN ADMINISTRATEUR,

Guarini

Leamy

REÇUS ET DÉCHARGES.

REC^U 6255
VERSEMENT
PARIS, le 2 JANVIER 1907

100

100

100

(continued)

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

[Faint decorative border at the bottom]

EGYPTIAN CREDIT FONCIER
Created by
virtue of the Firman of
H. H. the Khedive

bearing date the 15th February, 1880

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL : £ 3,200,000 or Frs. 80,000,000

Represented by 160,000 Shares of £ 20 or Frs. 500 Each

SHARE
OF
£.20 or Frs. 500

TO BEARER

On which £ 5 or Frs. 125 have been paid

UN ADMINISTRATEUR,

H. Chaix

البنك العقاري لمصر
المؤسس

بموجب فرمان من الخديوي
صادر في ١٥ فبراير سنة ١٨٨٠

وهو
شركة مساهمة رأس مالها
ثمانون مليون فرنك

عبارة عن
ثلاثة ملايين ومائتي ألف جنيه انجليزي
وينقسم الرأسمال على مائة وستين ألف سهم
قيمة كل سهم خمسمائة فرنك عبارة عن عشرين جنيه

وهذا السهم قيمته خمسمائة فرنك
عبارة عن عشرين جنيه

يخص حامله
ومدفوع منه فرنك ١٢٥ عبارة عن جنيه

N° 097,875

Le Caire, Janvier 1882.

CRÉDIT FONCIER ÉGYPTIEN
Établi en
vertu du Firman de
S. A. le Khédive

en date du 15 Février 1880

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL : Fr. 80,000,000 ou £ 3,200,000

Représenté par 160,000 Actions de Fr. 500 ou £ 20 chacune

ACTION
DE
Fr. 500 ou £.20

AU PORTEUR

Sur laquelle il a été versé Fr. 125 ou £ 5

UN ADMINISTRATEUR,

J. L. Bouché

CREDIT INDUSTRIEL
ET COMMERCIAL

REC 62150

ALIMENTAIRE

PARSEMENT

JANVIER 1907

PARIS 22 JANV 1907

BOULANGERIE

INSTALMENT — VERSEMENT

EGYPTIAN CREDIT FONCIER CRÉDIT FONCIER ÉGYPTIEN

№ 097.875

Coupon payable to Bearer Coupon payable au Porteur

AT CAIRO, ALEXANDRIA, AU CAIRE, À ALEXANDRIE,
PARIS AND LONDON. PARIS ET À LONDRES.

EGYPTIAN CREDIT FONCIER CRÉDIT FONCIER ÉGYPTIEN

16 N° 097,875 16

Coupon payable to Bearer Coupon payable au Porteur

AT CAIRO, ALEXANDRIA, AU CAIRE, A ALEXANDRIE,
PARIS AND LONDON. A PARIS ET A LONDRES.

EGYPTIAN CREDIT FONCIER | CRÉDIT FONCIER ÉGYPTIEN

№ 097875

Coupon payable to Bearer | Coupon payable au Porteur

AT CAIRO, ALEXANDRIA, | AU CAIRE, A ALEXANDRIE,
PARIS AND LONDON. | A PARIS ET A LONDRES.

EGYPTIAN CREDIT FONCIER	CRÉDIT FONCIER ÉGYPTIEN
84	84
N ^o 097.875	
Coupon payable to Bearer	Coupon payable au Po
AT CAIRO, ALEXANDRIA, PARIS AND LONDON	AU CAIRE, A ALEXAN A PARIS ET A LOND





4565

VU pour légalisation de la signature
de M. Verru
apposée au recto

Paris, le 17 JUIL 1959
Par délégation du Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
Le Chef de Bureau

N. Daponte



Vu pour la légalisation de la
signature apposée ci-dessus de
M. betanyoula
Ministère de la JUSTICE
à PARIS, le 17 JUIL 1959

POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION,

Georges CAGNAT

I hereby certify that the signature above
is that of Mr. G. Cagnat, who is an Official of
the Ministry of Foreign Affairs, Paris.

Sankaradia

Secretary
EMBASSY OF INDIA
PARIS, 21 JUL, 1959
In charge of United Arab Republic
interests in France.



تصديق وزارة خارجية الجمهورية العربية المتحدة
على امضاء السيد لبنتم باعمال خندانج

السنه ١١٥٨٨
القاهرة في ٦ من شهر سنة

وكيل الخارجية
صديق



VU pour légalisation de la signature
de M. Gardella
apposée au recto
Paris, le 13 JUIL 1959
Par délégation du Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
Le Chef de Bureau

N. Daponte



يقبل الرسم وقدره
٩٤٧٩
رئيس مكتب التصديقات

N. E

I hereby certify that the signature above
is that of Mr. G. Cagnat, who is an Official of
the Ministry of Foreign Affairs, Paris.

Sankaradia

Secretary
EMBASSY OF INDIA
PARIS, 6 JUL, 1959
In charge of United Arab Republic
interests in France.



الجمهورية العربية المتحدة
تصديق وزارة خارجية الجمهورية العربية المتحدة
على امضاء السيد لبنتم باعمال خندانج

برقم ٩٤٧٩
القاهرة في ٦ من شهر سنة

وكيل الخارجية
صديق

٨/٤



6 JUILLET 1959

MANDAT
PARDEVANT Me AUBRON, Notaire à PARIS, soussigné
A COMPARU :

Madame Yvonne ASSOUD, Employée, ayant domicile à ALEXANDRIE (Egypte), et actuellement résidant à BOULOGNE-sur-SEINE (Seine), 97 rue Carnot, veuve de Monsieur Norbert GUYS.

Née à ALEXANDRIE, le treize Août mil neuf cent dix-huit.

De nationalité Française.

Agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de tutrice légale de sa ville mineure :

Hélène Malvina Stéphanie Fanny GUYS, Etudiante, demeurant de droit chez sa mère sus-nommée.

Née à ALEXANDRIE, le vingt-sept Septembre mil neuf cent quarante-trois - de Nationalité Française. L'AQUELLE a par ces présentes, constitué pour mandataires et déclaré donner mandat irrévocable,

A Maître François FAIRE, ancien Conseiller, Avocat résidant à PARIS, 8 rue Brémontier, près la Cour d'Appel

De, en son nom et pour son compte, et ce, comme suite aux accords intervenus entre la FRANCE et l'EGYPTE le vingt-deux Août mil neuf cent cinquante-huit.

A l'effet de:

Procéder en EGYPTÉ à toutes formalités, généralement quelconques, auprès de toutes Autorités, Administrations et organismes; du Sequestre général des biens français et de tous sequestres particuliers; de l'Administration des Impôts; de toutes banques et de tous établissements de crédit; de toutes sociétés et de tous particuliers, à l'effet de faire lever le sequestre appliqué à ses biens et droits en exécution de la Proclamation N°5 du 1er Novembre 1956; de faire remettre à sa libre disposition ses avoirs, immobiliers et mobiliers ainsi que toutes indemnités d'égyptianisation ou prix de vente; d'assurer le transfert de ses revenus et avoirs dans le cadre des accords intervenus entre la FRANCE et l'EGYPTE.

Aux fins ci-dessus, mandat est donné à Me François FAIRE et RATHLE.

1- Quant aux avoirs mobiliers de la constituant fonds liquides, créances et titres, à savoir: revenant à la constituante et à sa fille dans la succession de Monsieur Norbert GUYS, décédé à PARIS, 27 rue du Faubourg Saint-Jacques, le vingt-et-un Avril mil neuf cent cinquante-sept, savoir:

PROCURATION
par Mme Vve GUYS
à Mes FAIRE et
RATHLE

près la Cour d'Appel Mixte et à Me Gabriel RATHLE, Avocat à la Cour, tous deux demeurant AU CAIRE (Egypte) avec pouvoir d'agir conjointement ou séparément ./.

ENREGISTRÉ A PARIS 8° NOTAIRES

8 JUIL 1959

N° 1040/5

REQU : HUIT CENT VINGT FRANCS

توكيل من السيدة يڤون ASSOUD
الى السيد فرانسوا فيريه الحامي



032814

31.2.20

18 JUIN 1959

MANDAT
PARDEVANT Me AUBRON, Notaire à PARIS, soussigné
A COMPARU :

Monsieur Samuel WAICHE, ancien employé à la Société SHELLCO OF EGYPT au CAIRE (Egypte) et actuellement résidant en FRANCE, à LA COURNEUVE (Seine), 93 rue Anatole France, époux de Madame Rachel COHEN.

Né à TANTAH (Egypte), le quatre Novembre mil neuf cent treize.

De nationalité Française.

PROCURATION par
M. WAICHE à
Mes FAIRE et
RATHLE -

Mixte et à Me Gabriel RATHLE, Avocat à la Cour, tous deux demeurant au CAIRE (Egypte) avec pouvoir d'agir conjointement ou séparément/.

LE QUEL a, par ces présentes, constitué pour mandataire, et déclaré donner mandat irrévocable,

A Maître François FAIRE, ancien Conseiller, Avocat résidant à PARIS, 8 rue Brémontier, près la Cour d'Appel

De, en son nom et pour son compte, et ce, comme suite aux accords intervenus entre la FRANCE et l'EGYPTE le vingt-deux Août mil neuf cent cinquante-huit.

A l'effet de:

Procéder en EGYPTÉ à toutes formalités, généralement quelconques, auprès de toutes Autorités, Administrations et organismes; du Sequestre général des biens français et de tous sequestres particuliers; de l'Administration des Impôts; de toutes banques et de tous établissements de crédit; de toutes sociétés et de tous particuliers, à l'effet de faire lever le sequestre appliqué à ses biens et droits en exécution de la Proclamation N°5 du 1er Novembre 1956; de faire remettre à sa libre disposition ses avoirs, immobiliers et mobiliers ainsi que toutes indemnités d'égyptianisation ou prix de vente; d'assurer le transfert de ses revenus et avoirs dans le cadre des accords intervenus entre la FRANCE et l'EGYPTE.

Aux fins ci-dessus, mandat est donné à Mes François FAIRE et RATHLE.

1- Quant aux avoirs mobiliers du constituant fonds liquides, créances et titres, à savoir:
I - Police d'assurance "LA NATIONALE" DE PARIS" N° 5183 du six avril mil neuf cent trente-six avec avenant N° 4184 du dix juin mil neuf cent quarante-quatre, montant de l'assurance s'élevant à Livres Egyptiennes six cent vingt-trois, cinq cent cinquante huit millièmes.

ENREGISTRÉ A PARIS 8° NOTAIRES

18-218 Folio 99

22 JUIN 1959

N° 993/3

REQU : HUIT CENT VINGT FRANCS

S.W.



034414

= 1 JUL 1939 = PARIS 1^{ER} ENT. =3^{ème} Page.

~~- De reprendre possession de ——— immeubles; de percevoir tous loyers et revenus arriérés; confier la gestion de ces immeubles à ———~~

~~(ou à tout gérant de ——— choix);
de déposer ou faire déposer le produit net de la gestion auprès de la Banque
en un compte ouvert sous rubrique à ——— nom.~~

~~- De procéder à la vérification de ——— comptes; à la vérification de la gestion et des prélèvements des séquestres; au contrôle et à l'apurement de ——— situation fiscale;~~

~~- A défaut de motif sérieux de contestation, de donner décharge aux séquestres intéressés et régler tous soldes d'impôts dus par.~~

~~- Et, en cas de contestation sérieuse, d'agir dans les termes définis au § VI ci-après.~~

~~II.- Quant à:~~

~~- Pension due par ———
et s'élevant à ——— livres
égyptiennes par mois,~~

~~- l'indemnité de fin de service due par la Land Bank of Egypt à Alexandrie
pour ——— années de service et s'élevant à mille quatre cent dix huit livres égyptiennes cent quatre vingt sept millions.~~

~~- rente viagère, constituée auprès de ———
et s'élevant à ——— livres
égyptiennes par~~

~~- De procéder à la récupération de toutes sommes échues ou à échoir avec vérification de la gestion et des comptes des séquestres, contrôle et apurement de la situation fiscale;~~

~~- De déposer ou de faire déposer le produit lui revenant auprès de la Banque Belge et Internationale en Egypte à Alexandrie
dans un compte ouvert sous rubrique à son nom;~~

~~- A défaut de motif sérieux de contestation, de donner décharge aux séquestres intéressés et régler tous soldes d'impôts dus par~~

~~- Et, en cas de contestation sérieuse, d'agir dans les termes définis au § VI ci-après.~~



032815

= 1 JUN 1939 = PARIS 1^{ER} ENT. =3^{ème} Page.

- De reprendre possession de ——— immeubles; de percevoir tous loyers et revenus arriérés; confier la gestion de ces immeubles à ———

(ou à tout gérant de ——— choix);
de déposer ou faire déposer le produit net de la gestion auprès de la Banque
en un compte ouvert sous rubrique à ——— nom.

- De procéder à la vérification de ——— comptes; à la vérification de la gestion et des prélèvements des séquestres; au contrôle et à l'apurement de ——— situation fiscale;

- A défaut de motif sérieux de contestation, de donner décharge aux séquestres intéressés et régler tous soldes d'impôts dus par.

- Et, en cas de contestation sérieuse, d'agir dans les termes définis au § VI ci-après.

III.- Quant à:

- Pension due par ———
et s'élevant à ——— livres
égyptiennes par mois,

- indemnité de fin de service due par ———
pour ——— années de service et s'élevant à ———

- rente viagère, constituée auprès de ———

et s'élevant à ——— livres
égyptiennes par

- De procéder à la récupération de toutes sommes échues ou à échoir avec vérification de la gestion et des comptes des séquestres, contrôle et apurement de ——— situation fiscale;

- De déposer ou de faire déposer le produit revenant auprès de la Banque ———
dans un compte ouvert sous rubrique à ——— nom;

- A défaut de motif sérieux de contestation, de donner décharge aux séquestres intéressés et régler tous soldes d'impôts dus par

- Et, en cas de contestation sérieuse, d'agir dans les termes définis au § VI ci-après.

S.W.

définis au § VI ci-après.

VI.- En cas de contestation sérieuse avec les séquestres, l'Administration des Impôts ou tous autres:

Mandat spécial est donné à Me François FAIRE de négocier une solution amiable à toute contestation pouvant se révéler en cours d'exécution de ~~sa~~ mission et au cas où une solution amiable ne pourrait intervenir d'exercer les recours prévus par les accords du 22 Août 1958 et, par la législation en vigueur et, en tant que de besoin, de constituer en ~~son~~ nom tout avocat de ~~son~~ choix pour être ensuite procédé selon ~~ses~~ instructions.

VII.- Ventes et réalisations.

Mandat est donné à Me François FAIRE ~~sus-nommés~~, de procéder pour le compte ~~dela~~ ~~constituante~~ au prix qui lui aura été fixé par ~~elle~~, par lettre avec signature légalisée, à la vente de:

1. ~~ses~~ biens mobiliers consistant en *tels que plus haut désignés.*
2. biens immobiliers consistant en

et d'en verser le produit net au crédit du compte ouvert, sous rubrique à ~~son~~ nom ; auprès de la Banque *Belge et Internationale en Egypte à Alexandrie.*

VIII.- Statut de non résident.

Mandat est donné à Me François FAIRE de procéder à toutes formalités auprès de toutes Autorités (Contrôle des changes, Administration des Impôts, et coetera) à l'effet d'obtenir à ~~son~~ profit le statut de non résident et le transfert en France, au crédit de ~~son~~ compte ouvert auprès de *Crédit Lyonnais Agence Centrale Paris de son* revenus et, le cas échéant, de ~~ses~~ avoirs et de ~~ses~~ meubles et bijoux dans le cadre des accords de paiement entre la FRANCE et l'EGYPTE; en attendant d'obtenir en ~~sa~~ faveur ou en faveur de ~~son~~ enfants tous transferts de revenus ou allocations prévus par les règlements en vigueur.



définis au § VI ci-après.

II.- En cas de contestation sérieuse avec les séquestres, l'Administration des Impôts ou tous autres:

Mandat spécial est donné à Me François FAIRE de négocier une solution amiable à toute contestation pouvant se révéler en cours d'exécution de ~~sa~~ mission et au cas où une solution amiable ne pourrait intervenir d'exercer les recours prévus par les accords du 22 Août 1958 et, par la législation en vigueur et, en tant que de besoin, de constituer en ~~son~~ nom tout avocat de son choix pour être ensuite procédé selon ~~ses~~ instructions.

VII.- Ventes et réalisations.

Mandat est donné à Me François FAIRE ~~sus-nommés~~, de procéder pour le compte d'~~u~~ ~~constituant~~ au prix qui ~~leur~~ aura été fixé par ~~lui~~, par lettre avec signature légalisée, à la vente de:

1. ~~ses~~ biens mobiliers consistant en *tels que ci-dessus désignés.*
2. biens immobiliers consistant en

et d'en verser le produit net au crédit du compte ouvert, sous rubrique à ~~son~~ nom ; auprès de la Banque *Belge et Internationale en Egypte au Caire.*

VIII.- Statut de non résident.

Mandat est donné à Me François FAIRE de procéder à toutes formalités auprès de toutes Autorités (Contrôle des changes, Administration des Impôts, et coetera) à l'effet d'obtenir à ~~son~~ profit le statut de non résident et le transfert en France, au crédit de ~~son~~ compte ouvert auprès de *la Société Générale Agence BK, CHQ 15.063 de ses* revenus et, le cas échéant, de ~~ses~~ avoirs et de ~~ses~~ meubles et bijoux dans le cadre des accords de paiement entre la FRANCE et l'EGYPTE; en attendant d'obtenir en ~~sa~~ faveur ou en faveur de ~~ses~~ enfants tous transferts de revenus ou allocations prévus par les règlements en vigueur.

S.W.

B. L. L. B. R. J. B.



CERTIFICAT DE NATIONALITE

N°472 69 du registre d'ordre.

---Le Juge du Tribunal d'Instance de Neuilly sur Seine certifie sur le vu de : -----

---la copie d'une lettre de Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, n°5846 Y 49 en date du 4 février 1949,

---Que Monsieur MENASCE Jean Maurice André, demeurant à Neuilly sur Seine, 28 Avenue Sainte Foy, né à Alexandrie (Egypte), le vingt quatre décembre mil neuf cent deux, dont la filiation a été établie en premier lieu à l'égard de LARRIBA Rose Claudia et en second lieu à l'égard de MENASCE Felix, -----

---EST FRANCAIS en vertu de l'article 8-1° du Code Civil comme né d'un parent Français à l'égard de qui la filiation a été établie en premier lieu. -----

---En effet Madame LARRIBA Rose Claudia, mère de l'intéressé, née à Paris 15°, le 9 février 1875, d'un père né à l'étranger et de BUSTOS Claudine, née à Tarare (Rhône), le 3 janvier 1853 et au nom de qui il n'a pas été trouvé trace d'une déclaration en vue de répudier la nationalité française était, lors de la naissance de son fils, Française en vertu de l'art. 8-3° du Code Civil. -----

---Fait à Neuilly sur Seine, le vingt et un juin mil neuf cent soixante neuf. -----

LE JUGE D'INSTANCE,



2 ll
2 m
une seule barre
pour un seul mot
Mots nuls



VU pour légalisation de la signature

de M. ROPER
apposée ci contre

Paris, le 2 - AVRIL 1959

Par délégation du Garde des Sceaux

Ministre de la Justice

Le Chef de Bureau

leur responsabilité personnelle, les nom, prénoms, état, demeure et capacité civile de contracter de la comparante qu'ils ont déclaré bien connaître.

Et après lecture faite, la comparante a signé avec les témoins et le Notaire.

L. Leib
Al. R.
J.B.

Vu par Nous Ropers
jugé pour légalisation de la signature
de M. Demorteur
par empêchement de M^r le Président du
Tribunal de Grande Instance de la Seine.
16 MARS 1959 195



AUX DOIGTS DE FÉE

SPÉCIALITÉ DE LINGERIE

Anc^{ne} M^{on} BARBIER

Joigneaux Successeur

44 — Boulevard Haussmann — 44 (En face l'Opéra)

Mrs Eate Doit

PARIS, le 12/9 1907		101 - IMP. PL. MORIN, PARIS
	Barbe	0/10
1 ch. 7		7/95
1 chiffe W E		10/50
1 chiffe		7/5
1 chiffe A. M. E.		19/80

Joigneaux

Vu pour la légalisation de la signature apposée ci-dessus de
M. *noyaret*
Ministère de la JUSTICE
à PARIS, le 13 AVR 1959
POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION

Georges CAGNIAT



Handwritten Arabic text

يقبل الرسم وقدره
ويقيد برقم
رئيس مكتب التصديقات
909/0/7



الجمهورية العربية المتحدة
تصدق بمذارة وزارة الخارجية العربية المتحدة
الرئيس جمال عبد الناصر
البريد في باريس
برقم 0082
القاهرة في ١٧ أبريل ١٩٥٩
909/0/7

وكيل الخارجية

Signature above
who is an Official of
the Ministry of Foreign Affairs, Paris.

Supradia

8462-67

Secretary
EMBASSY OF INDIA
PARIS
6 APR. 1959



Handwritten Arabic text

In charge of United Arab Republic
interests in France.

P. ZARIFI & FILS

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE

ZARIFI-MARSEILLE



10, RUE DU COQ

Marseille, le 21 Décembre 1917

The Land Bank of Egypt
Alexandrie

Monsieur le Directeur

J'ai l'honneur de vous accusa réception
de vos lettres du 5 et 6 courant, me remettant deux
chques de

F. 1.224. sur la Société Marseillaise, à Paris

montant de ma quote de prise en

F. 15.367. sur la Société Marseillaise, à Paris

donc F. 16.591. représentant ma quote part des
benefices p l'exercice clos le
30 septembre 1917

792. Différence de change sur

rente de l'année dernière

Avec mes remerciements, veuillez agréer, Monsieur
le Directeur, mes salutations distinguées.

P. Zarifi



IMPRIMERIE & USINE CENTRALE
DES
ÉTABLISSEMENTS
MOULLOT FILS AINÉ

MARSEILLE

SOCIÉTÉ ANONYME. CAPITAL: TROIS MILLIONS DE FRANCS.

FOURNISSEURS
DES GRANDES MARQUES FRANÇAISES
DES PRINCIPALES ADMINISTRATIONS-BANQUES
COMPAGNIES MARITIMES
MINISTÈRES-CHÊMINS DE FER
ETC-ETC

EXPOSITION UNIVERSELLE
PARIS 1900
HORS-CONCOURS-MEMBRE DU JURY

GRANDS TRAVAUX DE PUBLICITÉ
CHROMOLITHOGRAPHIE
ÉDITIONS
AFFICHES ILLUSTRÉES
CALENDRIERS-TABLEAUX-RÉCLAME
TRAVAUX DE COMMERCE

MANUFACTURE-DE-REGISTRES
PAPETERIE
ARTICLES-DE-BUREAU

DIRECTION

TÉLÉPHONES

MARSEILLE Usine Prado 12-69
Rue Vacon 267

PARIS 1035-59

TÉLÉGRAMMES:
MOULLOT-MARSEILLE

26 SUCCURSALES & AGENCES FRANCE-ÉTRANGER

54 MÉDAILLES & 22 FOIS HORS-CONCOURS-MEMBRE DU JURY AUX GRANDES EXPOSITIONS
FRANÇAISES & ÉTRANGÈRES

AVENUE DU PRADO. 22-24-26

Marseille, le 15 Février 1918

Monsieur le Directeur de
THE LAND BANK OF EGYPT

ALEXANDRIE

Egypte



Nous avons l'avantage de vous accuser

réception de votre estimée du 1er courant, contenant sous
ses plis, en couverture du solde de notre facture du 24 No-
vembre dernier, un mandat poste de Frs 601,52, que nous por-
tons au crédit de votre compte.

Avec nos remerciements et toujours bien
dévoués à vos ordres, nous vous prions d'agréer, Monsieur
le Directeur, nos salutations empressées.

P. MOULLOT FILS AINÉ

P. L.



**Société Parisienne
d'Expansion Chimique
S.P.E.C.I.A.**

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 DE FRANCS



SIÈGE SOCIAL
21, RUE JEAN GOUJON - PARIS VIII^e

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : PROSPECIA 86 PARIS
COMPTE CHÈQUES POSTAUX : PARIS 1313-40
REGISTRE DU COMMERCE SEINE 236.787B

BL/SG

USINE DE SAINT-FONS

TÉLÉPH. LYON-PARMENTIER 45-85
SAINT-FONS 105-51
ADR TÉL. PROSPECIA-SAINT-FONS

SAINT-FONS (Rhône), le 14 Juin 1956.

1539
Vu au CONSULAT GÉNÉRAL d'ÉGYPTÉ
à PARIS, pour la légalisation de la Signature
de Monsieur le Chef de Bureau Délégué
au Ministère des Affaires Étrangères
sans aucune responsabilité concernant la
teneur du présent document.

PARIS, le 18 JUIL 1956 19
Consul Général

Droit perçu Frs. 580

S. Sabatier



DIPARCOL - DRAGEES DOSEES A 0,25 g

Lot 185

Identité Exacte

Titre en chlorhydrate de Diéthazine ... 0,248 g par dragée

SOCIÉTÉ PARISIENNE D'EXPANSION CHIMIQUE
SPECIA

Direction Technique

Manu

Vu pour la légalisation de la
signature apposée ci-dessus de

Ministère de la SANTÉ PUBLIQUE

à PARIS, le 17 JUIL 1956

POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION,

Léon FARNOUX



CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION : Pour toutes contestations ou litiges sans exception, les Tribunaux de la Seine seront seuls compétents.

M. J. RICHARD
Notaire à MENTON (A.-M.)

Legalisation by Not. T. C.

3451

CF 19038

383



PARDEVANT Me Joseph RICHARD, Notaire à Menton, (Alpes-Maritimes) soussigné,

- A COMPARU -

I hereby certify that the signature
is that of Mr. *Antoine GIRAUD*, who
the Ministry of Foreign Affairs, Paris

Monsieur Antoine GIRAUD, sans profession, né à Doyet-
(Allier) le huit mai mil huit cent quatre vingt quatorze
de nationalité française.
ayant domicile à Alexandrie, Rue Sidi Metwalli, immeuble
Lebon.

et actuellement résidant à Doyet (Allier) rue de l'étang
(France) déclare par le présent donner mandat irrévocable
à Maître François FAIRE, Ancien Conseiller près la Cour
d'Appel Mixte, et à Me Gabriel RATHLE, Avocat à la Cour,
avec pouvoir d'agir conjointement ou séparément et de
substituer de, en mon nom et pour mon compte et ce, comme
suite aux accords intervenus entre la France et l'Egypte
le 22 Aout 1958, procéder en Egypte à toutes formalités,
généralement quelconques, auprès de toutes Autorités, ad-
ministrations et organismes; du Séquestre général des Im-
pôts; de toutes banques et de tous établissements de cré-
dit; de toutes société et de bus particuliers, à l'effet
de faire lever le séquestre appliqué à mes biens et droits
en exécution de la Proclamation N° 5 du 1er Novembre ----
1956, de faire remettre à ma libre disposition mes avoirs
immobiliers et mobiliers ainsi que toutes indemnités d'é-
gyptianisation ou prix de vente, d'assurer le transfert -
de mes revenus et avoir dans le cadre des accords inter-
venus entre la France et l'Egypte.

Aux fins ci-dessus, mandat est donné à Me François ---
FAIRE.

Quant à mes avoirs mobiliers - fonds liquides, créan-
ces et titres, à savoir :

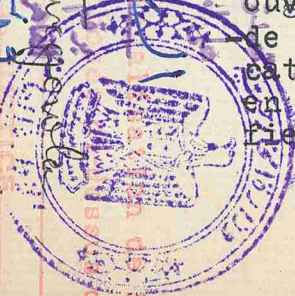
Le montant d'une assurance sur la vie souscrite par le
comparant à la Compagnie " La Genevoise " ayant son siège-
social à Genève (Suisse) suivant police numéro I2I 278 en
date du quatre octobre mil neuf cent quarante trois, pour
une somme de deux cent li-vres Egyptiennes au nom de " --
Monsieur Antoine (dit Roger) GIRAUD, coiffeur, né le huit
mai mil huit cent quatre vingt quatorze, domicilié à Alexan-
drie, Rue Sidi Metwalli, immeuble Lebon ".

de prendre possession de tous mes avoirs tels qu'existants
et de les poser à la Banque du Caire en un compte
ouvert sous rubrique à mon nom;

de procéder à la vérification de mes comptes, à la vérifi-
cation de la gestion et des prélèvements des sequestres; -
en cas de vente de tout ou partie de mes titres, de véri-
fier les conditions et les prix de vente; de procéder éta-



Antoine GIRAUD
1904/11/14
21/11/1956
Georges CAGNIAT



يقبل الرسم قسمة
ويفيد برقم
٨٤٤١
١٢/١١/١٩٥٦
مكتب التسجيلات

45631

Joelbe 1958

Ordonnance
Générale



PARDEVANT M^e Bouteiller, notaire à Mougins / Alpes
Maritimes) soussigné, substituant M^e Blanchard, notaire
à Cannes (Alpes-Maritimes) momentanément empêché :

comparu :
Madame Domergue - Suzanne Emma - fille
de Domergue Marius et de Emma Wartelon -
sans profession - épouse de Monsieur Antonini -
(Napoli Simon) avec lequel elle demeure à
Mandelieu (Alpes-Maritimes) quartier de la Phéon
lière.

de nationalité française - née à Port-Saïd
le vingt-trois octobre mil neuf cent trois.

La quel a, par ces présentes, constitué pour son man-
dataire général.

Monsieur Antonini (Napoli Simon) son
mari avec lequel elle demeure à Mandelieu -
Alpes Maritimes - France.

Eui-même né à Mellroui (Egypte) le -
vingt et un octobre mil neuf cent cinq.

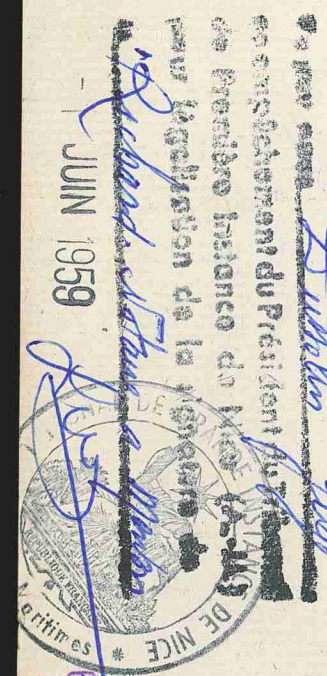
A qui elle donne — pouvoir de pour elle et en
nom

Régir, gérer et administrer, tant activement que passivement,
tous les biens et affaires présents et à venir de la constituante, soit
qu'ils lui appartiennent dès à présent en son nom, soit qu'il dépen-
dent de succession où elle peut - et pourra être intéressée, soit
qu'ils lui proviennent de toute autre manière, sans aucune exception :

En conséquence, louer et affermer par telle forme, à telles per-
sonnes, pour le temps et aux prix, charges et conditions que le manda-
taire jugera convenables, tout ou partie des biens meubles et immeu-
bles qui appartiennent et appartiendront par la suite à la constituante,
ou dans lesquels elle pourrait - avoir une copropriété ; passer, pro-
longer, renouveler et accepter tous baux ; les résilier, même ceux exis-
tants, avec ou sans indemnité ; donner et accepter tous congés ; faire
dresser et reconnaître tous états de lieux ; faire toutes cessions de baux
et sous-locations. Faire faire toutes réparations et reconstructions ;
arrêter tous devis et marchés ; régler tous mémoires d'ouvriers ou d'en-
trepreneurs ; exiger des locataires et fermiers les réparations à leur
charge. Faire assurer contre l'incendie et autres risques tous biens
meubles et immeubles ; signer à cet effet toutes polices d'assurances ;

Antonini

9 4 10 4 11 4



Enregistré à MENTON, le 13 MAI 1959
Décret N° 99 - B 211/32
Reçu à l'effet de la présente

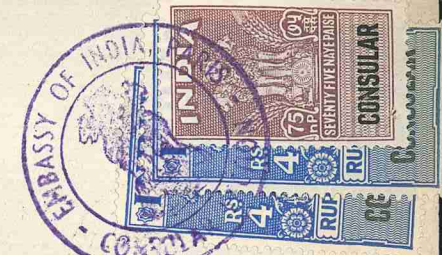
Le Receveur Central:

Sans renvoi
Régie des li-
vres. sans mot
net. /

ACB

VU pour légalisation de la signature
de M. DESSELLIN.
apposée ci-contre
Paris, le 9 JUIN 1959

Par délégation du Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
Le Chef de Bureau



lement au contrôle et à l'apurement de ma situation fiscale ;
- à défaut de motif sérieux de contestation, de donner déchar-
ge aux sequestres intéressés et régler tous soldes d'impôts -
dus par moi ;
~~et, en cas de contestation sérieuse, d'agir dans les termes~~
~~définis au paragraphe VI ci-après.~~
- en cas de contestation sérieuse avec les sequestres, l'Ad-
ministration des Impôts ou tous autres ; mandat spécial est -
donné à Me François FAIRE de négocier une solution amiable -
à toute contestation pouvant se révéler en cours d'exécution
de sa mission et au cas où une solution amiable ne pourrait -
intervenir d'exercer les recours prévus par les accords du -
22 Aout 1958 et, par la législation en vigueur et, en tant -
que de besoin, de constituer en mon nom tout avocat de son -
choix pour être ensuite procédé selon mes instructions.

VIII - Statut de non résident

Mandat est donné à Me François FAIRE de procéder à tou-
tes formalités auprès de toutes Autorités (Contrôle des ---
changes, Administration des Impôts, etc...) à l'effet d'obte-
nir à mon profit le statut de non résident et le transfert -
en France, au crédit de mon compte ouvert après de toute Ban-
que de mes revenus et, le cas échéant, de mes avoirs et de -
mes meubles et bijoux dans le cadre des accords de paiement -
entre le France et l'Egypte ; en attendant d'obtenir en ma --
faveur ou en faveur de mes enfants tous transferts de revenus
ou allocations prévus par les règlements en vigueur.

IX - Prélèvements

Me François FAIRE est expressément autorisé, sitôt ---
après mainlevée du sequestre, à prélever sur mes avoirs li-
quides une somme de dix livres, quatre vingt (livres égyptiennes)
à valoir sur tous frais par mois dus et en tant que besoin -
à donner au tiers payant quittance valable et définitive de
ce prélèvement.

DONT ACTE en brevet

Fait et passé à Menton,
En l'Etude du notaire soussigné,
l'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE NEUF
Le Cinq mai

Et, après lecture faite, le comparant a signé avec le --
notaire.



roulé

dur





contracter tous engagements à cet égard. Procéder à tous bornages et arpentages; fixer et marquer toutes limites; s'opposer à tous empiètements et usurpations. Former toutes demandes en dégrèvement d'impôts et contributions; présenter à cet effet tous mémoires et pétitions;

Prendre à loyer, par bail ou autrement, tous immeubles, pour le temps et aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera convenables;

Passer avec toutes personnes ou avec toutes sociétés et administrations, tous traités et marchés, soit pour l'entretien et la réparation des biens meubles et immeubles de la constituante, soit pour leur éclairage, soit pour tous autre objet; prendre toutes obligations à cet égard;

Vendre toutes coupes de bois et même toutes coupes extraordinaires, soit de taillis, soit de futaies, ainsi que toutes récoltes et produits ordinaires des terres et fermes appartenant à la constituante; faire ces ventes à l'amiable ou aux enchères et aux prix, charges et conditions qu'il plaira au mandataire; faire dresser tous cahiers des charges; fixer les époques de paiements des prix, les toucher soit comptant, soit aux époques convenues;

Vendre en bloc ou en détail, à l'amiable ou par adjudication ou licitation en justice, par telle forme et aux prix, charges, clauses et conditions que le mandataire jugera convenables tout ou partie des biens meubles et immeubles qui peuvent ou pourront appartenir à la constituante en pleine propriété, nue propriété ou usufruit, soit seul, soit avec tous autres; faire dresser tous cahiers des charges s'il y a lieu; former tous lots; établir toutes origines de propriété; faire toutes déclarations; s'obliger et obliger la constituante, à toutes garanties et au rapport de toutes justifications et mainlevées; fixer toutes époques d'entrée en jouissance; déterminer les lieux, modes et époques du paiement des prix; faire toutes délégations et indications de paiement;

Vendre, céder et transférer tout ou partie des rentes sur l'Etat, actions et obligations de chemins de fer, actions de la Banque de France, actions et obligations du Crédit Foncier de France, bons du Trésor et généralement toutes actions obligations et valeurs industrielles quelconques, de quelque nature et sous quelque dénomination que ce soit, qui peuvent appartenir à la constituante, ou qui pourront lui appartenir par la suite en pleine propriété ou autrement, soit directement et en son nom personnel, soit comme héritier, légataire ou à tout autre titre; faire ces transferts, cessions et ventes au cours de la Bourse que le mandataire jugera convenables, pour celles des valeurs qui sont cotées régulièrement, ou, pour celles qui n'ont point de cours reconnus,

Prendre possession, soit chez le sequestre général des biens français en Egypte - soit chez toutes administrations ou personnes qui les auraient pris en charge ou qui les détiennent: des titres et valeurs et biens de tous natures et de tous pays. - Comptroller toutes créances, sommes, droits de la compagnie détenus ou dus soit par des tiers - soit par le sequestre général soit par toute autre personne, en administration gouvernementale ou privée. Recevoir et recevoir tous baux et propriétés, immeubles, mobiliers, et tous objets quelconques appartenant à la compagnie. Gérer le tout, et administrer et évaluer le tout en tant que de besoin. - L'acquisition et le transport et en défray. quittance et de charge.

Antonini

BUREAU DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

13, Rue de la Banque, PARIS

Justificata N° 461 de la quittance délivrée au nom de la 1^{re} Ch. d'and Bank of Egypt pour les traces appartenant au fournisseur d'April 06.

Le 20 juillet 1906

Donnée	2351.21
Donnée	14.174.93
Donnée	13.792.69
Donnée	0.25
Total	30319.08

(bouteille de vin)

cont. dix neuf francs 08 c.

Cont. dix neuf francs 08 c.

Le 20 juillet 06

Cont.



1
Effectuer toutes
démarches, consti-
tuer tous dossiers,
auprès de toutes ad-
ministrations et orga-
nismes égyptiens -
tant gouvernement-
aux que privés -
Retirer auprès de
toutes ces adminis-
trations et organismes
toutes pièces, docu-
ments et sommes -
revenant à la com-
pagnie en donnant
de charge et quit-
tance %.

dans telles formes et aux prix, charges et conditions qu'il plaira au mandataire de fixer; commettre tous agents de change, courtiers et autres dresser tous procès-verbaux d'adjudication; émarger tous registres et feuilles de paiement;

Demander et opérer la conversion ou transformation de tous titres d'actions, obligations et autres valeurs nominatives en titres au porteur, ou de tous titres au porteur en nominatifs;

Faire le dépôt, à toutes banques ou caisses publiques ou particulières, de toutes sommes, valeurs et titres, de quelque nature qu'ils soient; toucher toutes avances sur dépôts d'effets publics sur actions et obligations de chemins de fer, sur obligations de la ville de Paris et autres actions et valeurs quelconques; consentir à cet effet tous engagements envers la Banque de France, conformément au vœu de la loi du dix-sept mai mil huit cent trente-quatre, de l'ordonnance du quinze juin suivant, et des décrets des trois et vingt-huit mars mil huit cent cinquante-deux, sur ces diverses opérations; retirer toutes valeurs déposées en garantie de toutes avances; recevoir tous dividendes ou arrérages échus ou à échoir sur ces valeurs; les transférer et les aliéner, si le mandataire le juge à propos; opérer le retrait de toutes sommes, valeurs et titres dès à présent déposés ou qui le seraient plus tard; donner toutes décharges y relatives; souscrire à la location de compte de coffres-forts, procéder à l'ouverture de tous coffres.

Faire, avec ou sans garantie, tous transports ou cessions de créances, prix de ventes et valeurs ou droits quelconques, présents et à venir, aux prix et conditions qu'il plaira au mandataire; faire toutes significations de transports; consentir toutes prorogations;

Continuer et faire toutes les opérations de commerce de ^{la} constituante; acheter et vendre toutes marchandises; se charger de toutes commissions et fournitures; passer tous marchés, les exécuter; fournir, viser et accepter toutes traites, lettres de change, ainsi que tous billets à ordre, mandats et chèques sur particuliers, négociants et caisses; signer tous endossements, acceptations et avals, tous transferts, registre et émargements, tous comptes et bordereaux; faire tous protêts, dénonciations, comptes de retour; signer tous mandats sur la Banque de France, sur toutes sociétés de crédit ainsi que sur tous banquiers et autres; signer la correspondance;

Entendre, débattre, clore et arrêter tous comptes avec tous créanciers, débiteurs, banquiers, dépositaires, ~~comptables~~ et tiers quelconques; en fixer les reliquats actifs ou passifs; ~~+~~

Toucher et recevoir tous loyers, fermages, intérêts, arrérages, dividendes, répartitions ou revenus, sous quelque dénomination que ce

DIRECTION

l'Enregistrement et du Timbre

DÉPARTEMENT DE LA SEINE

1^{er} Bureau des Sociétés Étrangères

DUPLICATA de la
quittance N°

delivree a *Grand Bond of Security*

Du 194

1 JUN 1911

Droits de Timbre.....

Droits de Transmission

Impôt sur le revenu.....

Total.....

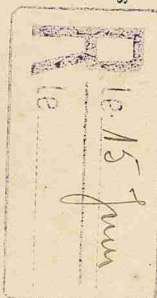
Timbre.....

Total.....

LE RECEVEUR,

Reçu la somme de Sept mille six cent deux

they meet with



RÉCÉPISSÉ N° 13663



Numéraire: 200 Fr

Je, soussigné, Agent comptable de l'Office National de la Propriété Industrielle,
Régisseur des recettes du Trésor, reconnais avoir reçu de M. **P. DEGROOTE**

la somme de **DEUX CENTS FRANCS**

qu'il déclare verser pour:

La 6^e annuité } 200 Fr

Taxe supplémentaire

Droits d'expédition d'un brevet

Droits de certificat d'addition à un

Droits d'expédition d'un certificat d'addition

brevet de 15 ans en date du 2 Avril 1917

N° 484975 délivré à

Marin O. Schneider & Co. Incorporated

Receipt verifying payment of 6 annuity on
French patent, No. 484975 dated 2 Apr. 1917

29 MAR 1922 192

Loi de Finances du 24 Décembre 1896

Tout versement en numéraire ou autres
valeurs fait aux caisses du Caissier-Payeur
central du Trésor public à Paris et à celles
des Trésoriers-Payeurs généraux et des
Receveurs particuliers des finances pour un
service public donnera lieu à la délivrance
immédiate d'un récépissé.

Ce récépissé n'engage le Trésor que s'il
a été détaché d'une formule à talon.

L'Agent-Comptable
de l'Office National de la Propriété Industrielle
RÉGISSEUR DES RECETTES DU TRÉSOR,
Par Procuration de M. DROUVILLE.



*Prendre possession -
voir chez le sequestre
général des biens fran-
çais en Egypte - voir
chez toute administra-
tion ou personnes qui
les auraient pris en
charge ou qui les dé-
tiennent: des titres
et valeurs et biens de
posés à l'ep. Credit Fon-
cier en Caire. Re-
cevoir et re-
couper tous b'pous ob-
jets mobiliers, lingeries
et tous objets quelconques
appartenant à la compa-
gnie. Gérer le tout, l'ad-
ministration et éventuel-
lement en traiter la ré-
dation et le transfert et
en délivrer quittance et
décharge.*

contracter tous engagements à cet égard. Procéder à tous bornages et
arpentages; fixer et marquer toutes limites; s'opposer à tous empiète-
ments et usurpations. Former toutes demandes en dégrèvement d'im-
pôts et contributions; présenter à cet effet tous mémoires et pétitions;

Prendre à loyer, par bail ou autrement, tous immeubles, pour
le temps et aux prix, charges et conditions que le mandataire jugera
convenables;

Passer avec toutes personnes ou avec toutes sociétés et adminis-
trations, tous traités et marchés, soit pour l'entretien et la réparation
des biens meubles et immeubles de la constituante, soit pour leur
éclairage, soit pour tous autre objet; prendre toutes obligations à
cet égard;

Vendre toutes coupes de bois et même toutes coupes extraordi-
naires, soit de taillis, soit de futaies, ainsi que toutes récoltes et pro-
duits ordinaires des terres et fermes appartenant à la constituante;
faire ces ventes à l'amiable ou aux enchères et aux prix, charges et
conditions qu'il plaira au mandataire; faire dresser tous cahiers des
charges; fixer les époques de paiements des prix, les toucher soit
comptant, soit aux époques convenues;

Vendre en bloc ou en détail, à l'amiable ou par adjudication ou
licitation en justice, par telle forme et aux prix, charges, clauses et con-
ditions que le mandataire jugera convenables tout ou partie des biens
meubles et immeubles qui peuvent ou pourront appartenir à la consti-
tuante en pleine propriété, nue propriété ou usufruit, soit seul, soit
avec tous autres; faire dresser tous cahiers des charges s'il y a lieu; for-
mer tous lots; établir toutes origines de propriété; faire toutes déclara-
tions; s'obliger et obliger la constituante à toutes garanties et au
rapport de toutes justifications et mainlevées; fixer toutes époques
d'entrée en jouissance; déterminer les lieux, modes et époques du
paiement des prix; faire toutes délégations et indications de paiement;

Vendre, céder et transférer tout ou partie des rentes sur l'Etat, ac-
tions et obligations de chemins de fer, actions de la Banque de France,
actions et obligations du Crédit Foncier de France, bons du Trésor et
généralement toutes actions obligations et valeurs industrielles quel-
conques, de quelque nature et sous quelque dénomination que ce soit,
qui peuvent appartenir à la constituante, ou qui pourront lui appar-
tenir par la suite en pleine propriété ou autrement, soit directement et
en son nom personnel, soit comme héritier, légataire ou à tout autre
titre; faire ces transferts, cessions et ventes au cours de la Bourse que
le mandataire jugera convenables, pour celles des valeurs qui sont
cotées régulièrement, ou, pour celles qui n'ont point de cours reconnus,

Santonius

AUX DOIGTS DE FÉE

SPÉCIALITÉ DE LINGERIE

Anc^{ne} M^{on} BARBIER

Loigneaux Successeur

44 — Boulevard Haussmann — 44 (En face l'Opéra)

Mrs Eate Doit

PARIS, le 8/9 1907

	<i>lunette</i>		10
1	<i>ch. fusor</i>		7 95
1	<i>do</i>		8 95
1	<i>do</i>		8 95
1	<i>do</i>		9 95
1	<i>do</i>		2 95
1	<i>do</i>		6 95
1	<i>gantale</i>		22 50
1	<i>neigeage dentelle chemise gantale</i>		2 50
6	<i>chiff. G. a t</i>	75	4 50
			80 30

Acquitté
6/9/07
Loigneaux



Payer et acquitter tous reliquats de compte, prix de travaux, factures, mémoires, legs, droits de mutation, frais et charges quelconques, prix de transports, cessions, transferts et acquisitions, montant de souscriptions, généralement toutes sommes en principal, intérêts, frais et tous accessoires, que la constituante peut ou pourra devoir, à quelque titre et que quelque cause que ce soit;

Intervenir dans tous actes de transport, délégations et nantissemments de créances et autres droits sur la constituante; les accepter et les tenir pour signifiés; faire toutes déclarations; accepter toutes prorogations, en fixer les conditions et s'obliger à leur exécution;

Recueillir toutes successions qui seraient ouvertes ou qui viendraient à s'ouvrir par la suite, en tout ou en partie, au profit de la constituante; faire procéder à toutes appositions ou levées de scellés avec ou sans description, ainsi qu'à tous inventaires ou en dispenser; faire procéder à tous récolements; prendre qualité, soit purement et simplement, soit sous bénéfice d'inventaire ou renoncer; faire à cet effet toutes déclarations nécessaires; prendre connaissance de tous testaments et codicilles, en consentir ou contester l'exécution; faire et accepter la délivrance de tous legs ou y renoncer; faire, soit avant, soit après le partage, la cession des droits qui peuvent et pourront appartenir à la constituante dans ces successions, au profit d'un ou plusieurs de ses cohéritiers ou au profit de tous autres; faire toutes déclarations de successions;

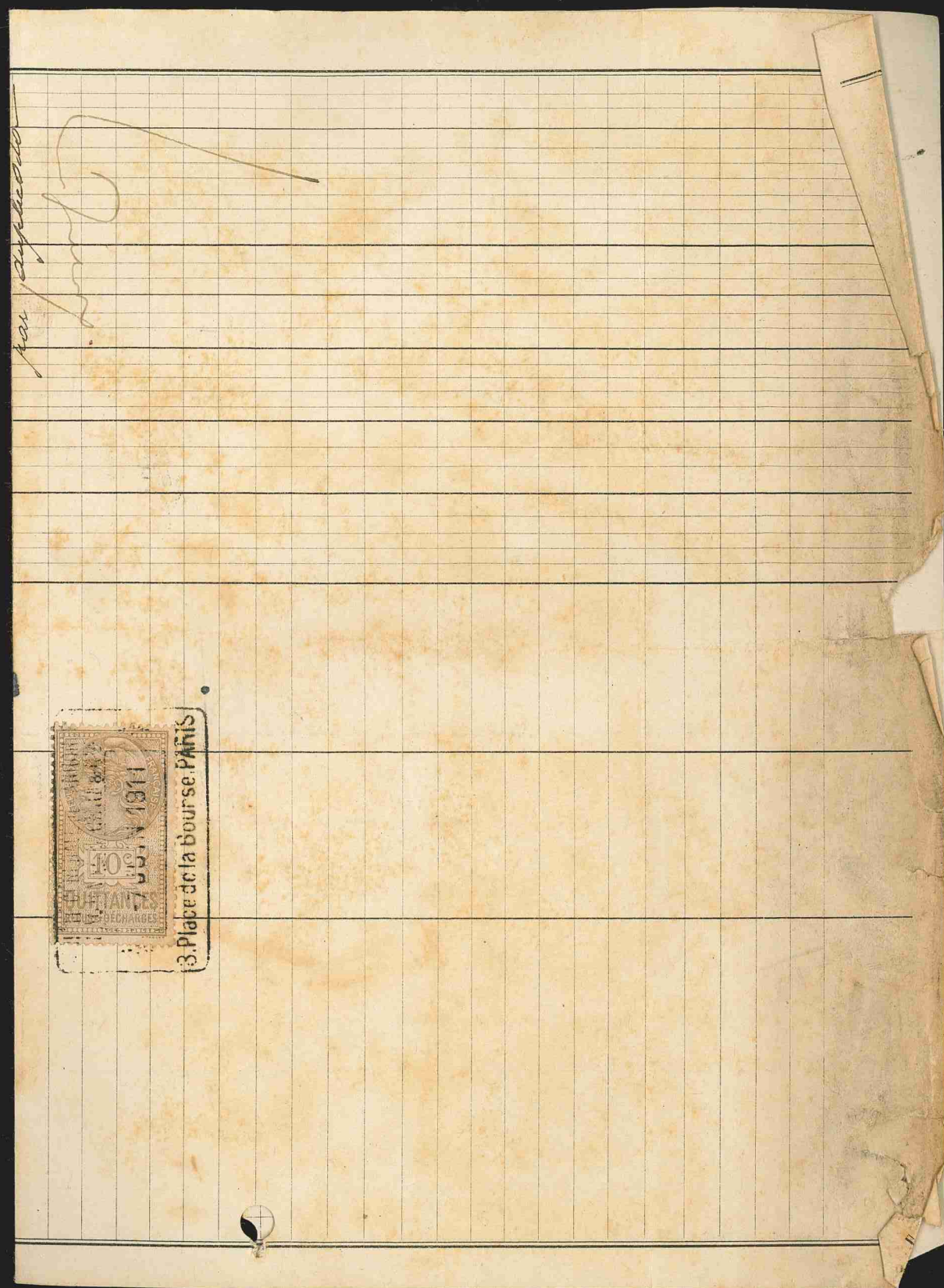
Procéder, soit à l'amiable, soit en justice, à tous comptes, liquidations et partages des biens et valeurs dans lesquels la constituante peut et pourra avoir des droits en pleine propriété, en nue propriété ou en usufruit, qu'ils proviennent de successions ou de legs ou de toute autre origine; établir les masses; faire et exiger tous rapports; exercer et consentir tous prélèvements; former les lots, les choisir à l'amiable ou les tirer au sort; faire et accepter tous abandonnements; fixer toutes soultes, les recevoir ou payer; laisser tous objets en commun; conférer et accepter tous pouvoirs pour leur réalisation ou administration; faire, relativement aux biens et valeurs dépendant de ces successions ou legs, avec tous cohéritiers ou tiers quelconques, tous traités, même à forfait, transactions et arrangements;

User à l'égard des biens et valeurs provenant de ces successions et legs de tous les pouvoirs d'aliénation et autres, sans exception ni réserve, qui sont contenus aux présentes;

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire de quelque débiteur, prendre part à toutes assemblées et délibérations de créanciers; nommer tous syndics, liquidateurs, contrôleurs et agents, signer tous

St

St



tions, avec ou sans garantie; se désister, avec ou sans paiement, de tous droits, actions, privilèges et hypothèques; donner également avec ou sans constatation de paiement, mainlevée de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements quelconques; consentir à toutes antériorités, toutes restrictions et limitations de privilège et d'hypothèque; faire et accepter toutes offres; opérer le retrait de toutes sommes consignées; remettre ou se faire remettre tous titres et pièces; en donner ou retirer décharge;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes; élire domicile; donner tous pouvoirs; substituer une ou plusieurs personnes dans tout ou partie des présents pouvoirs, avec faculté pour les mandataires substitués de faire eux-mêmes toutes substitutions, révoquer tous mandats et substitutions et généralement faire tout ce que le mandataire jugera utile et nécessaire.

DONT ACTE

Fait et passé à *Cannes*.
En l'étude du notaire soussigné.
L'an mil neuf cent quarante et un *cinquante huit*.
Le *neuf octobre*
En présence de: _____
M. _____

Offre
blanc
entier

hereby certify that the signature *above* is that of Mr. *Shankar*, who is an Official of the Ministry of Foreign Affairs, Paris.

As per
13.8.55

Secretary
EMBASSY OF INDIA
PARIS-23 OCT, 1958
In charge of United Arab Republic
Interests in France.

NO 4325-33

EMBASSY OF INDIA - CONSULAR SECTION - PARIS

Vu pour légalisation de la signature
de M. **REVEST**
apposée ci-dessous
Paris, le **21 OCTO 1958**
Par délégation du Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
Le Chef de Bureau

Enregistré à CANNES A.C., le **15 OCT. 1958**
Vol. **341 C** No **360** Bordereau No **360-5**
Reçu. Huit cent vingt francs

Vu par M. **Marcel Revest**
Juge de Paix du Canton de Cannes
(A.E.) pour l'acte de la date
du **16 Octobre 1958**
Notaire **Maître Bouteiller** substituant **M. Glauchardou**,
Le Juge de Paix:



قبل الرسم وقدره **٤٠٠**
وفيه رقم **٤١٩٤**
رئيس مكتب التصديقات
٤/١٨

Vu pour la légalisation de la
signature apposée ci-dessus de
M. **Nogaret**
Ministère de la JUSTICE
à PARIS, le **21 OCT 1958**
POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION,
Georges CAGNAT



CONSULAT DE FRANCE
LE CAIRE

République Française



Le Consul de France, au Caire certifie que
M. Pelissier ATENI **jacqueline**
de nationalité française, est de bonne vie et mœurs.
En foi de quoi le présent certificat a été
délivré pour servir et valloir ce que de droit.

LE CONSUL DE FRANCE
LE VICE-CONSUL

R. DAUMAS

Le Caire, le **28 Mars 1955**

PARIS, le 24 juillet 1926

Leu de Monsieur Casteluche Litana
pour le compte de Monsieur Casteluche
la somme de deux cents francs

Don acquit
Paris le 24 juillet 26
Casteluche Litana

Mo

Registre du Commerce : Seine n° 35529

JURISPRUDENCE
ÉCONOMIE POLITIQUE
DIPLOMATIE

L. CHAUNY ET L. QUINSAC, SUCCESSIONS
18, Rue Soufflot, 18 (5°)

ACHAT
DE BIBLIOTHÈQUES
ÉCHANGE D'OUVRAGES
DE TOUTS GENRES

Doit

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE ANCIENNE ET MODERNE

Spéciale pour les ouvrages d'occasion

Édouard DUCHEMIN

Société Parisienne d'Expansion Chimique S.P.E.C.I.A.

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 160.000.000 DE FRANCS

MARQUES
RHÔNE **Specia** POULENC

SIÈGE SOCIAL
21, RUE JEAN GOUJON - PARIS VIII^e

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE : PROSPECIA 66 PARIS
COMPTE CHÈQUES POSTAUX : PARIS 1313-40
REGISTRE DU COMMERCE SEINE 236.787B
TÉLEX : RHODIA-PARIS 20923

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
BOÎTE POSTALE N°490-08 PARIS 8^e



8, COURS ALBERT 1^{er}
TÉL : BALZAC 22-94 ET LA SUITE
10-70 ET LA SUITE

PARIS, le 27 avril 1956

BETHIAZINE

Boîte de 100 comprimés à 0,100 g

Lot n° 123



2113
Vu au CONSULAT GÉNÉRAL d'ÉGYPTÉ
à PARIS, pour la légalisation de la Signature
de Monsieur le Chef de Bureau Délégué
au Ministère des Affaires Étrangères
sans aucune responsabilité concernant la
teneur du présent document.

PARIS, le 25-9-1956
Consul Général
Dumouchet

Détermination	
Identité	Exacte
Titre	14;4 %
CONCLUSIONS	CONFORME



SOCIÉTÉ PARISIENNE D'EXPANSION CHIMIQUE
SPECIA

Direction Technique
Gaudin



Vu pour la légalisation de la
signature apposée ci-dessus de
M. Caue

Ministère de la SANTÉ PUBLIQUE

à PARIS, le 22 SEPT 1956

POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION



CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE : Les incendies, inondations, bris de machines, grèves, guerres & tous cas de force majeure & déchargent la Société Parisienne d'Expansion Chimique de l'obligation de livrer usines, succursales, agences ou dépôts sont considérées comme prises dans nos magasins & sont payables (art. 100 du Code de Commerce) qu'elles soient expédiées en port dû, ou port payé pour le compte du destinataire ou franco de port. Dans toutes contestations ou litiges sans exception, les Tribunaux de la Seine sont seuls compétents. La création de toutes ou l'acceptation de règlement n'impliquent ni novation ni dérogation à cette clause attributive de juridiction.

Francis HUMMEL

182
Du 20 Septembre 58
Edouard LATERRIERE



PROCURATION

PAR DEVANT Maitre Edouard LATERRIERE, Licencié en droit
notaire à Villeneuve sur Lot, soussigné,

ONT COMPARU

Monsieur Bertrand Marie Caprais de BOYSSON, ingénieur,
et Madame Lucienne Raymonde EYMERI, sans profession, son épouse
qu'il assiste et autorise, demeurant domiciliés à Port - Said
(Egypte), rue Orabi, numero 48, résidant actuellement en France
à Paris, rue de Liège, numero 29 (huitième arrondissement),

Nés savoir :

Monsieur de BOYSSON à Toulouse (Haute Garonne), le
quatre mai Mil neuf cent douze,

Madame de BOYSSON à Toulon (Var), le trente juillet
Mil neuf cent dix sept,

Lesquels ont, par les présentes, déclaré donner, con-
jointement entre eux, mandat irrevocable à Maitre François FAIRE,
Ancien conseiller près la Cour d'appel Mixte, avec pouvoir de
substitution,

De, pour eux et en leur nom, et pour le compte et ce,
comme suite aux accords intervenus entre la France et l'Egypte
le vingt deux aout Mil neuf cent cinquante huit,

Procéder en Egypte à toutes formalités, generalement quel
conques, auprès de toutes autorités, administrations et organismes;
du Sequestre general des biens français et de tous sequestres par
ticuliers, de l'Administration des Impots, de toutes banques et
de tous etablissements de crédit, de toutes sociétés et de tous
particuliers, à l'effet de faire lever le squestre appliqué à leurs
biens et droits en exécution de la proclamation numero cinq due
premier novembre Mil neuf cent cinquante six; de faire remettre
à leur libre disposition les avoirs, immobiliers et mobiliers
ainsi que toutes indemnités d'egyptianisation ou prix de vente,
d'assurer le transfert de leurs revenus et avoirs, dans le
cadre des accords intervenus entre la France et l'Egypte .

Aux fins ci-dessus, mandant est donné audit Maitre
François FAIRE :

I.- Quant aux avoirs mobiliers, fonds liquides, créances
et titres ,

a) Propriété de Monsieur de BOYSSON, savoir :

- un dossier titres auprès du Comptoir National d'escompte
de Paris à Port Said

- un coffre au Comptoir National d'Escompte à Port Said,

b) Madame de BOYSSON :

Un dossier titres auprès du Crédit Lyonnais à Port Said,

- de prendre possession de tous leurs avoirs tels
qu'existants et de les déposer à la Banque Belge et Internationale
en un compte ouvert sous rubrique au nom de Monsieur BOYSSON,

LABORATOIRE
DE CONTROLE



N° de l'Analyse

13538

LETIN D'ANALYSE

Nature du produit

Collyre

Solution

Pommade

PROPIONATE DE SODIUM CHIBRET 5% pour intellations

Références :

1220

Quantités :

Produit destiné aux

Etablissements Florio Pullam

De laire Egypte

Examen Micrographique

à PARIS, pour la légalisation de la Signature

de Monsieur le Chef de Bureau Délégué

au Ministère des Affaires Etrangères

sans aucune responsabilité concernant

teneur du présent document.

PARIS, le

25 JUL 1956

Consul Général

Droit perçu Frs. 580

Caractères Physiques

pH à 18° : # 7.25

P. F. :

p à 18° : 41 40

[α] D :

Point de goutte :

Viscosité :

Examen qualitatif.

Eléments identifiés	Techniques	Résultats
		Vu pour la légalisation de la signature apposée ci-dessus de M. le J. Rouher Ministère de l'INTERIEUR a PARIS, le 19 JUL 1956 POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION,

LABORATOIRES H. CHIBRET & FILS

CLERMONT-FD - 17, RUE PHILIPPE-MARCOMBES - TEL. 24-41
PARIS (VIII) - 103, RUE DE MIROMESNIL - TEL. LAB. 20-24



Vu pour la légalisation de la
signature apposée ci-dessous de
Ministère de la JUSTICE
à PARIS, le 28 OCT 1958
POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION.

Rein

Francis HUMMEL



Vu pour légalisation de la signature
de M. RONCHAYROLE
apposée au verso
Paris, le 23 OCTO 1958
Par délégation du Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
Le Chef de Bureau



تسديق وزارة الخارجية
على إنشاء لواء
بمقر ٩٠١٩
القاهرة في ١٥ نوفمبر ١٩٥٨
١٩٥٨/١١/١٥



by certify that the signature
of Mr. Hummel, who is an Official of
Ministry of Foreign Affairs, Paris.

Sukapadie

Secretary
EMBASSY OF INDIA
PARIS. 29 OCT. 1958

In charge of United Arab Republic
interests in France.

Embassy of India, Cairo

Signature of Mr. Konrad



A. Chik
Third Secretary
15 NOV. 1958

h. 8.75 charged

Examen quantitatif.

a) Dosages chimiques

Eléments dosés	Techniques utilisées	Résultats	Théorie
Propionate de Sodium	Argentimétrie	5,05 %	5 %
Benzododecinium	Dosage colorimétrique par la réaction d'Ambach	1/10000	1/10000

b) Dosages bactériologiques

Substance dosée	Techniques	Souches	Dilutions	Ø	Résultats	Théorie

Essais de stérilité.

Culture en bouillon peptoné : Culture négative après 24 heures
Culture en gélose profonde : Culture négative après 24 heures

Conclusions :

Produit conforme

Clermont-Ferrand, le 15 Mars 1956

Laboratoire de Contrôle
Le Chef de Laboratoire,



11 JUIL 1956

Vu pour la légalisation
de la signature apposée ci-contre

Le Maire,
Pour le Maire
L'ADJOINT.

pour légalisation de la signature
de M. Gladel
Adjoint Maire à Clermont-Fd
Clermont-Fd, le 13 JUIL 1956



Le Préfet,
POUR LE PRÉFET
Le Chef de Division Délégué,

signé: gamot.

Louis, Chef de Service au Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, demeurant à Tunis, 24 bis, avenue Dr Habib Thameur.

Né au Caire (Egypte) le six janvier mil neuf

I hereby certify that the signature below cent.
Is that of Mr. J. Camugli, who is an Official of
the Ministry of Foreign Affairs, Paris.

Lequel a, par ces présentes, constitué pour son mandataire

- Monsieur CAMUGLI Maurice, demeurant 63
Quai Pierre Scize à LYON -

A l'effet de se présenter au Greffe du Tribunal Civil de Grande Instance de Lyon; y déclarer que le constituant renonce purement et simplement à la succession de Madame SISCO (Sébastienne) sa mère, en son vivant veuve non remariée de M. CAMUGLI Jean, demeurant à LYON 63 Quai Pierre Scize, où elle est décédée le seize avril mil neuf cent cinquante neuf, faire toutes déclarations et affirmations; passer et signer tous actes et registres et généralement faire le nécessaire.

DONT ACTE.

Fait et passé à Tunis
Au Consulat Général de France -
L'an mil neuf cent cinquante neuf
le seize septembre.
Et après lecture faite, le comparant a signé
avec Nous, Vice - Consul.

Suivent les signatures.

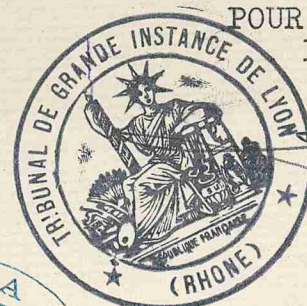
CERTIFIE CONFORME A L'ORIGINAL

POUR EXPEDITION
LE GREFFIER :

VU pour légalisation de la signature
de M. PROJEAN
apposée ci dessus
Paris, le 21 OCTO 1959

Par délégation du Garde des Sceaux

Ministre de la Justice
Le Chef de Bureau



Signature approuvée ci-dessus de
Ministère de la JUSTICE
à PARIS, le 21 OCT 1959
POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION.

Georges CAGNAT



22 OCT. 1959

Interests in France.

Vu par Nous, PROJEAN,
Président du Tribunal de
Grande Instance de Lyon,
Chevalier de la Légion
d'Honneur, pour la légali-
sation de Monsieur DUGAS
Greffier, en la qualité
prise par lui.

Lyon, le 15 Octobre 1959

Les présentes sont certifiées exactement
collationnées et conformes à la minute par Me
François TETARD, Notaire soussigné.
POUR EXPEDITION,

Expédition sur un rôle)
sans renvoi ni mot nul)

VU pour légalisation de la signature

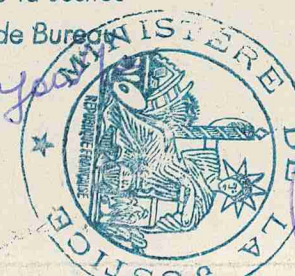
de M. BELLET
apposée ci dessus

Paris, le 19 OCTO 1959

Par délégation du Garde des Sceaux

Ministre de la Justice

Le Chef de Bureau



Vu pour la légalisation de la
signature apposée ci-dessus de
M. Bellet
Ministère de la JUSTICE

à PARIS, le 19 OCT 1959

POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION

Georges CAGNAT

تصديق بوزارة الخارجية
على امضاء السيد بليل
السيد بليل
17447
Signature approuvée ci-dessus de
Ministère de la JUSTICE
à PARIS, le 21 OCT 1959
POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION.



Secretary
EMBASSY OF INDIA
PARIS.

20 OCT. 1959

In charge of United Arab Republic
interests in France.

13436-39

Le Caire, le 9 Février 1903

Vice-President

MINISTÈRE DE

DE CAPACIT

Vu les décrets des 27 juin 1922, 19 juillet 1922 et 19 août 1922 ;
Vu le procès-verbal de l'examen d'États ;
Vu l'avis favorable du Conseil de perfectionnement ;
Vu l'arrêté ministériel en date du 19 août 1922 ;

Marius Isidore

POUR EXPÉDITION :

L. Chef de Service chargé du Bureau

Quai

J. 6598-37

$$\begin{array}{r} 98.831 \\ \hline 98.932 \end{array}$$

6173/50

H 727

A COMPARU

SUBSTITUTION DE
POUVOIRS donnés par
M.Sion HADDAD à M.
FOURNIER . à M.RATHLE

Monsieur René FOURNIER, technicien, demeurant à Lozère sur Yvette (Seine et Oise) 18 rue Parmentier.

AGISSANT au nom et comme manda-
taire, avec faculté de substitué de Monsieur
Sion HADDAD, ledit Monsieur né à Alexandrie
(Egypte) le seize septembre mil neuf cent
sept, demeurant à Avallon - (Yonne) 23 rue
du Paradis.

En vertu des pouvoirs à lui con-
férés, par Monsieur Sion H A D D A D ----
----- aux termes d'un acte en date du
quinze juillet mil neuf cent cinquante neuf
aux minutes du notaire soussigné.

LEQUEL, usant de la faculté de substitution
insérée dans la procuration précitée, a, par ces présentes
substitué en ses lieu et place,

Monsieur Gabriel R A T H L E, Avocat à la-
cour de Cassation, demeurant au Caire (Egypte) 34 rue Soli-
man Pacha.

Auquel il transmet tous les pouvoirs à lui-
conférés, par Monsieur Sion H A D D A D -----
en vertu de la procuration sus-énoncée, sans aucune excep-
tion ni réserve.

LESQUELS pouvoirs sont ci-après littérale -
ment transcrits :

" Gérer et administrer, tant activement que
" passivement, tous les biens, droits et affaires, présents
" et à venir du constituant, situés en EGYPTÉ.

" En conséquence, demander aux autorités -
" Egyptiennes, conformément aux accords intervenus à ZURICH
" entre la France et la République Arabe Unie, le vingt -
" deux août mil neuf cent cinquante huit, la levée du sé -
" questre de ses biens et droits, meubles et immeubles, cor-

EXTRAIT D'UN ACTE DE DÉCÈS

ANNÉE 19 41

Le onze décembre mil neuf cent quarante-un,
à trois heures,

est décédé e 1 avenue St Jammes, Sophie DEOUELLE, née à KOVNO (Russie) le
vingt-neuf mai mil huit cent soixante-quatorze, sans profession, fille de
Samuel DEOUELLE et de Marie BRAININ, veuve de Guerassime CHALITE, domiciliée
à PAU, 12 rue Serviez.

Dressé le onze décembre mil neuf cent quarante-un
à dix-sept heures, sur la déclaration de Adolphe SAINT CRICQ,
vingt-six ans, employé à Pau,

qui, lecture faite, a signé avec nous Amédée SAUPIQUET, Adjoint au Maire de Pau, Officier
de l'Etat Civil par délégation.

(Suivent les signatures)

POUR EXTRAIT CONFORME

Délivré

PAU, le dix-neuf octobre mil neuf cent soixante-cinq.

Pour le Maire :
L'Adjoint Délégué,



" fert en France de toutes indemnités d'Egyptianisation,
" de tous revenus, et en général, de toutes sommes légale
" ment transférables.

" Louer ou affermer, par écrit ou verbale-
" ment pour le temps et aux prix, charges et conditions -
" que le mandataire avisera, tout ou partie des biens, -
" meubles et immeubles, qui appartiennent au constituant -
" et lui appartiendront par la suite; passer et renouve -
" ler tous baux, les résilier avec ou sans indemnité fai -
" re dresser tous états de lieux, les approuver, donner -
" et accepter tous congés, faire toutes demandes de sub -
" ventions et de crédit à la Caisse de l'Habitat.

" Prendre à loyer, par bail ou autrement -
" tous immeubles ou portions d'immeubles, pour le temps -
" et aux prix, charges et conditions que le mandataire -
" avisera.

" Acquitter toutes sommes pouvant être -
" dues, notamment toutes impositions et contributions, -
" souscrire toutes déclarations, faire toutes réclama -
" tions en dégrèvement et restitution, présenter à cet -
" effet, tous mémoires et pétitions.

" Faire tous emplois de fonds en place -
" ments sur l'Etat, sur les Compagnies financières ou In -
" dustrielles ou sur particuliers, ou en acquisitions d' -
" immeubles, même payables à terme; consentir tous prêts -
" avec ou sans garantie, en fixer les conditions; accep -
" ter toutes cessions et transports, toutes constitutions
" de rentes perpétuelles et viagères, passer et accepter -
" tous titres nouveaux, obliger le constituant au paie -
" ment du prix des acquisitions, que le mandataire fera ;
" faire toutes souscriptions d'actions, même non libérées
" acquérir ou céder tous droits de souscription, accepter
" toutes attributions gratuites d'actions.

" Passer et renouveler toutes polices et -
" avenants, avec toutes Compagnies d'assurances et Socié -
" tés d'eaux, de gaz ou d'électricité, pour l'assurance -
" contre l'incendie et contre les accidents ou autres ris -
" ques et les fournitures nécessaires aux immeubles du -
" constituant.

" Résilier toutes polices existantes, re -
" quérir toutes expertises ou y assister, régler toutes -
" indemnités de sinistre en cas d'incendie ou autres, en
" recevoir le montant.

007131
DROITS DE CHANCELLERIE

21 JAN 1966



Le Ministre des Affaires Étrangères certifie
que la présente expédition est établie dans les
formes prévues par la loi française.

Paris, le 21 JANV 1966

Pour le Ministre et par délégation.

H. SARDA

République Arabe Unie
à Paris

Vu pour légalisation de la signature de
Mr. Sarda

et du cachet Ministère Affaires Étrangères

Légation N° 350

Droits perçus 9

27/1/66

Le Caire

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66

27/1/66



" Assemblées d'actionnaires, émettre tous votes, signer-
" tous procès-verbaux.

" Receuillir tous successions et legs qui
" sont échus ou qui pourront échoir, requérir toutes ap-
" positions de scellés ou s'y opposer, faire procéder à
" tous inventaires et ventes de meubles, choisir tous of-
" ficiers publics; dans le cours de ces opérations, fai-
" re tous dires, réquisitions, déclarations, protesta-
" tions et réserves; prendre toutes mesures conservatoi-
" res.

" Faire toutes déclarations pour acquit-
" ter les droits de mutation, faire toutes affirmations-
" et renonciations; certifier tous états, acquitter tous
" droits, retirer toutes quittances.

" Entendre, débattre, clore et arrêter -
" tous comptes avec tous créanciers, débiteurs et dépositaires,
" en fixer les reliquats, les payer ou recevoir.

" En cas de faillite de quelque débiteur,
" prendre part à toutes Assemblées et délibérations de -
" créanciers, nommer tous syndics et agents, signer tous
" concordats et contrats d'union et d'attribution, s'y-
" opposer, produire tous titres et pièces, affirmer la -
" sincérité des créances, contester ou admettre celle -
" des autres créanciers, faire toutes remises, recevoir-
" tous dividendes.

" Retirer de tous bureaux de poste, de -
" tous roulages, messageries et autres entreprises ou ad-
" ministrations, tous paquets et lettres recommandés, char-
" gés ou non chargés; en donner décharge, encaisser tous
" mandats, les acquitter.

" Vendre tout ou partie des biens meubles
" et immeubles, appartenant actuellement au constituant,
" ou qui pourront lui appartenir par la suite, en totali-
" té ou en partie; consentir ces ventes, aux prix, char-
" ges et conditions que le mandataire avisera; faire -
" tous échanges, obliger le constituant à toutes garan-
" ties, même solidaires, et à toutes justifications, fai-
" re toutes déclarations d'état civil et autres, rece-
" voir tous prix de vente et soultes, et en donner quit-
" tances, consentir tous désistements de privilèges, d'ac-
" tion résolutoire et d'autres droits réels, même sans -
" paiement; consentir à ce sujet toutes décharges au no-

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'M. R. G.', is written across the bottom of the page. The signature is fluid and stylized, with a large 'M' and 'R' followed by a smaller 'G.' and a trailing flourish.

Republika



(Lot et Garonne), 5 Rue Saint Roch
VU pour légalisation de la signature né à Mulhouse le 8 décembre 1912
de M. **SCHAEFFER** 6° Monsieur Camille MEYER, représentant, époux de Ma-
dame Anne née PHILIP, demeurant à Mulhouse, 3 Rue du Raisin
apposée *ci-dessus* né à Mulhouse le 8 avril 1914
Paris, le **14 OCTO 1959** 7° Madame Yvonne MEYER, veuve de Monsieur MIQUEL, de-
mourant à Mulhouse, 73 Rue Hubner
Par délégation du Garde des Sceaux née à Mulhouse le 13 avril 1916
Ministre de la Justice

Le Chef de Bureau



Conformément à l'article 802 et 804 du code général
des impôts mention est faite ici que dans tous les cas où
une succession ouverte en France et régie par la loi fran-
çaise comprend des biens mobiliers ou immobiliers de quel-
que nature que ce soit, déposés ou existant à l'étranger,
les ayants-droit à cette succession doivent, pour se faire
remettre lesdits biens, obtenir l'envoi en possession spé-
cial prévu par lesdits articles du C.G.I.

DONT ACTE

Fait et passé à Strasbourg-Neudorf, en l'étude de Me
MUNTZER, notaire soussigné
L'an mil neuf cent cinquante huit
Le quatre Septembre
Et après lecture faite, les déclarants ont signé avec
le notaire.

Signé: Ch.COEN, Dr.Odette NOEPPEL, A.MUNTZER.

Suit la mention de l'Enregistrement:

Enregistré à Strasbourg A.C.
le 23 Septembre 1958
Vol. 1585 folio 22 N° A 553/1
Reçu: huit cent vingt francs
Signé: p.i.JECKER.

POUR EXPEDITION CONFORME.

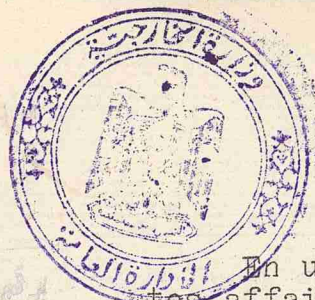
Le Notaire:

Vu pour la législation de la
signature de *Me Muntzer*
notaire à **STRASBOURG**
Strasbourg, le **1 OCT. 1959** par
Le Président du Tribunal de Grande Instance
(*M. R. Schaeffer*):



*Rel. 153/59
c. 26 2/10/59*

القائم بدار سنك



*٤٦٦١
القائمة في ١٤/١٠/٥٩*

*٤٠٠
٤٦٦١
قبل الرسم وقدره
رئيس مكتب التصديقات
٢١ ٢٢*

En un mot représenter les constituants dans tou-
tes affaires, sociétés ou entreprises dans lesquelles
ils seraient intéressés.

A défaut de paiement exercer toutes poursuites
judiciaire ou recours utiles.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes
élire domicile, substituer une ou plusieurs personnes e
en tout ou en partie des présents pouvoirs avec facul-
té pour les mandataires substitués de procéder eux -
mêmes à toutes substitutions, révoquer tous mandats
ou substitutions, et généralement faire tout ce que le
mandataire jugera utile et nécessaire.

DONT ACTE

Fait et passé à VIENNE

En l'Etude du notaire soussigné

L'an mil neuf cent cinquante neuf

Le vingt trois janvier

Lecture faite, les comparants ont signé avec
le notaire. (suivent les signatures).

ENREGISTRE A VIENNE A.C.

LE 29 Janvier 1959

V° 413

RECU HUIT CENT VINGT FRANCS.

Signé: RAIBAUD

EXPEDITION

expédition en un rôle conte-
nant ni renvoi ni mot nul



Vu par Nous Henri GIRARDIN président du Tribunal civil de Vienne (Isère)
pour la légalisation de la signature de Me Jean ARMANET notaire à la
résidence de VIENNE, apposée ci-dessus.
Vienne le quatorze février mil neuf cent cinquante neuf.

VU pour légalisation de la signature
de M. **Henri GIRARDIN**

appc. *ci-dessus*

Paris, le **21 FEV. 1959**

Par délégation du Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
Le Chef de Bureau



Du 4 Septembre 1958



ACTE DE NOTORIETE

PARDEVANT Maître Alfred MUNTZER, docteur en droit,
notaire à la résidence de Strasbourg-Neudorf, soussigné,
ont comparu :

- 1) Monsieur Charles COEN, directeur de société, demeurant à Strasbourg, 31 Boulevard d'Anvers
- 2) Madame Odette NOEPPEL, docteur en médecine, demeurant à Strasbourg, 14 Avenue de la Paix

LESQUELS ont, par ces présentes, déclaré avoir parfaitement connu Madame Germaine MEYER, en son vivant épouse de Monsieur Frédéric SCHMIDT, sans profession, demeurant à Toulouse, 20 Rue du Périgord

Et ils ont attesté pour vérité et comme étant de notoriété publique et à leur connaissance personnelle :

que Madame Germaine SCHMIDT susnommée, est décédée lors d'un accident de route en compagnie de son époux, également décédé, à Roulans (Doubs) le 21 mars 1958, ainsi que le constate un extrait de décès annexé aux présentes après mention;

qu'on ne lui connaît pas de dispositions à cause de mort ou autres de dernière volonté;

qu'elle a laissé pour ses héritiers, à défaut de descendants et ascendants, conjointement pour le tout et divisément chacun pour un septième, ses frères et soeurs, savoir :

1° Madame Suzanne MEYER, épouse de Monsieur Xavier GASSER, avec lequel elle demeure à Mulhouse, 54 Rue Franklin

née à Mulhouse le 11 juillet 1904
mariée sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts, aux termes du contrat de mariage reçu par Me DURING, alors notaire à Mulhouse, le 7 juillet 1936

2° Monsieur Marcel MEYER, ingénieur, époux de Madame Berthe Jeanne KOERNER, demeurant à Mulhouse, 1bis Rue de la Filature

né à Mulhouse le 26 septembre 1907
3° Monsieur Pierre MEYER, comptable, célibataire, demeurant à Le Passage d'Agen (Lot et Garonne), 5 Rue Saint Roch

né à Mulhouse le 18 mai 1909
4° Monsieur Paul MEYER, comptable, époux de Madame Odette Galland, demeurant à Colmar, 25 Route de Rouffach
né à Mulhouse le 24 janvier 1911

5° Monsieur Jean MEYER, professeur, époux de Madame Renée Marie née ABAT, demeurant à Le Passage d'Agen

Rôle unique :

A. MUNTZER, Dr en droit
Notaire à Strasbourg-Neudorf
84, Route du Polygone

Le Chef de Bureau
Ministre de la Justice
Par délégation du Garde des Sceaux
Paris, le
opposée
de M.
Vu pour légalisation de la signature

Vu pour légalisation de la signature
de M.

apposée

Paris, le 27 FEVR 1959

Par délégation du Garde des Sceaux

Ministre de la Justice

Le Chef de Bureau

Vu pour la légalisation de la
signature apposée ci-dessus de

M. *Alfred Muntzer*
Ministère de la JUSTICE

à PARIS, le 27 FEV 1959

POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION.

Alfred Muntzer

Georges GAGNAT



Thereby certify that the signature above
is that of Mr. *Alfred Muntzer*, who is an Official of
the Ministry of Foreign Affairs, Paris.

Smrapadia

Secretary
EMBASSY OF INDIA
PARIS, 12 MARS 1959

N° 1594-92

In charge of United Arab Republic
interests in France.





2600
210
2886

ENREGISTRÉ A NICE (A.C.)
23 MAI 1960
437-1
Dix mille aux francs

M. Faure 11782 CV 18214 D 2062

- A COMPARU -

PARDEVANT Me. Jean LATIL, Diplômé d'Etudes Supérieures de Droit, notaire à Nice, soussigné,

Madame Yvette Lucienne NICOLAS, sans profession, épouse autorisée de Monsieur Louis Désiré Gildas REGENT, retraité avec lequel elle dem eure à Paris, (XVI^e) 21 rue Michel Ange, de passage à Nice,,

Décalre par le présent donner mandat irrévocable à Me. François FAIRE, ancien Conseiller prés la Cour d'Appel Mixte, et Me. Gabriel RATHLE, avocat à la Cour avec pouvoir d'agir conjointement ou séparément et de substituer de, en son nom et pour son compte et ce, comme suite aux accords intervenus entre la France et l'Egypte le vingt deux août mil neuf cent cinquante huit, Procéder en Egypte à toutes formalités, généralement quelconques, auprès de toutes Autorités, administrations et organismes, du Séquestre général des biens français et de tous séquestres particuliers, de l'Administration des Impôts, de toutes banques et de tous établissements de crédit, de toutes sociétés et de tous particuliers à l'effet de faire lever le séquestre appliqué à ses biens et droits en exécution de la Proclam. n° 5 du premier novembre mil neuf cent cinquante six, de faire remettre à sa libre disposition ses avoirs, immobiliers et mobiliers ainsi que toutes indemnités d'égyptianisation ou prix de vente, d'assurer le transfert de ses revenus et avoirs dans le cadre des accords intervenus entre la France et l'Egypte,

Aux fins ci-dessus, mandat et donné à Me. François FAIRE,

I.- Quant à ses avoirs en Egypte et notamment ceux qui se trouvent dans un coffre à la Banque Ottomane à Port-Tewfick.

De prendre possession de tous ses avoirs tels qu'existants et de les déposer à la Banque de son choix, en un compte ouvert sous rubrique à son nom,

De procéder à la vérification de ses comptes, à la vérification de la gestion et des prélèvements des séquestres, en cas de vente de tout ou partie de ses titres, de vérifier les conditions et les prix de vente, de procéder également au contrôle et à l'apurement de sa situation fiscale,

A défaut de motif sérieux de contestation, de donner décharge aux séquestres intéressés et régler tous soldes d'impôts dus par elle,

Et en cas de contestation sérieuse, d'agir dans les termes définis au paragraphe II ci après,

II.- En cas de contestation sérieuse avec les séquestres, l'Administration des Impôts ou tous autres:

1482 282



Vu pour la légalisation de la
signature posée ci-dessus de
Faive
Ministère des Affaires Etrangères
à PARIS, le 0961 ANVP 82
POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION.

Georges CAGNAT



I hereby certify that the signature above
is that of Mr. J. Cagnat, who is an Official of
the Ministry of Foreign Affairs, Paris.

Secretary
EMBASSY OF INDIA
PARIS.
1 - FEB. 1960

15608.09

In charge of United Arab Republic
interests in France.



MINISTÈRE
DE LA
SANTÉ PUBLIQUE
ET DE
LA POPULATION

SERVICE CENTRAL
DE LA PHARMACIE

5^e Bureau

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ



CERTIFICAT

Le Ministre de la Santé Publique et de la
Population certifie que les Laboratoires

H. LACROIX
37, Rue Pajol
PARIS (18^e)

sont autorisés à fabriquer des produits pharmaceutiques.
Ils ont sollicité la délivrance d'un certificat relatif
aux spécialités pharmaceutiques suivantes :

- Soluté Injectable de Procaïne (Chlorhydrate) à 0,02 et
D'Adrénaline à 1/2 mg pour 2 cm³

Les formules de ces médicaments incluses dans
le présent dossier ont fait l'objet d'un agrément pour
leur fabrication et leur vente en France.

Fait à PARIS, le 26 JANVIER 1960

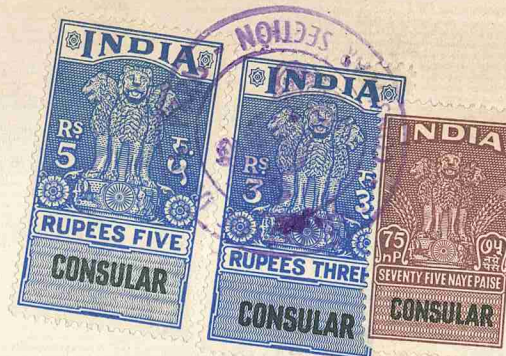
Pour le Ministre et par délégation,
Pour le Chef du Service Central
de la Pharmacie.



I hereby certify that the signature Back
is that of Mr. J. Cognat, who is an Official of
the Ministry of Foreign Affairs, Paris.

N^o 13156/57
Date 26-60

Secretary
EMBASSY OF INDIA PARIS
in charge of United Arab Republic
interest in France



يقبل الرسم وقدره
٨٦٤٢
ورصيد بـرقم

رئيس مكتب التصديقات

تسليم

١٩٦٠ / ٧ / ١٦



الجمهورية العربية المتحدة
تصدق بوزارة خارجية الجمهورية العربية المتحدة
على امضاء المستشار

١٩٦٠ / ٧ / ١٦

١٩٦٠ / ٧ / ١٦

١٩٦٠ / ٧ / ١٦

١٩٦٠ / ٧ / ١٦



Vu pour la légalisation de la
signature apposée ci-dessus de
M. monfaut
Ministère de la JUSTICE
à PARIS, le 16 DEC 1958
POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION

George CAGNAT

VU pour légalisation de la signature
de M. de TREMAUDAN
apposée au verso.

Paris, le 16 DECE 1958
Par délégation du Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
Le Chef de Bureau



القائم بامكان سفارة الجمهورية العربية السورية
على ان يصدق
خ بارس

برقم ٢٤١٢
القاهرة في ٢٢ مارس ١٩٥٩
وكيل الخارجية

I hereby certify that the signature above
is that of Mr. G. Cagnat, who is an Official of
the Ministry of Foreign Affairs, Paris.

Smrapadia
Secretary
EMBASSY OF INDIA
PARIS. 18 DEC. 1958

Nos 709-16

In charge of United Arab Republic
interests in France.

يقبل الرسم قدره ٤٠٠
٢٤١٢
رئيس مكتب التصديقات

٢/٢٢



Sans
mot nul ./.

Lecture faite les comparants ont signé avec le
notaire.

HR
HR
HR

Progent
HR égent

Vu par Nous Diquet Juge
en empêchement du Président du Tribunal
de Grande Instance de NICE (A.-M.)
pour légalisation de la signature de
M. Ratel Notaire à Nice
Nice, le 23 MAI 1960



VU pour légalisation de la signature
de M. PIQUES
apposée ci-contre

Paris, le 27 MAI 1960
Par délégation du Garde des Sceaux
Ministre de la Justice
Le Chef de Bureau

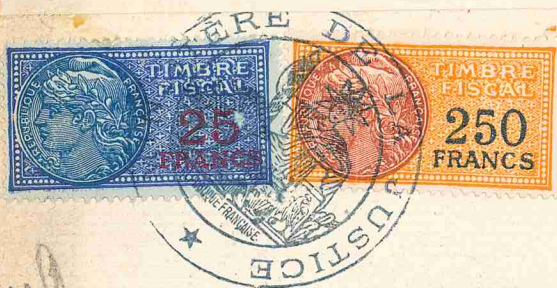


Harue



Vu pour la légalisation de la
signature apposée de
M. Lamejoud
Ministère de la JUSTICE
à PARIS, le 30 MAI 1960
POUR LE MINISTRE ET PAR DÉLÉGATION

George CAGNAT



I hereby certify that the signature below
is that of J. Cyprien, who is an Official of
the Ministry of Foreign Affairs, Paris.

Vu pour légalisation de la signature
de M. L'HOMME
apposée en son nom

Paris, le 9 JUIN 1959
Par délégation du Garde des Sceaux

Ministre de la Justice

Le Chef de Bureau



10056-65 4ème Page.

L'AN MIL NEUF CENT CINQUANTE HUIT, NEUF. 10 JUN 1959

Le DEUX JUIN

En présence de:

In charge of United Arab Republic
interests in France

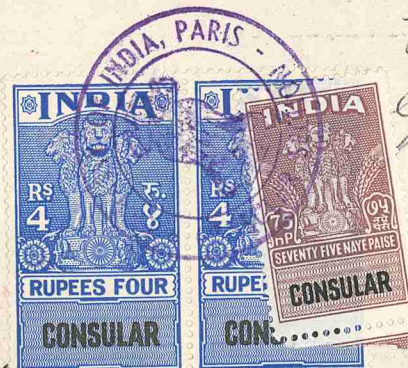
1^{er} M.

2^e Et M.

Témoins certificateurs qui ont attesté au Notaire sous-
signé, sous leur responsabilité, les nom, prénoms, état et
demeure du comparant qu'ils ont déclaré bien connaître.

Et après lecture, la comparant e signé avec les témoins
et le Notaire.

Tire quatre bandes sans
de blanc. Range dix sept
lignes entières et unifie
les mots comme nuls.



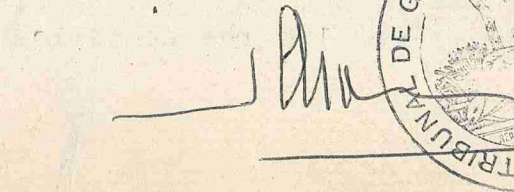
Henriette Auvergnon

Paul Roux



Vu par Notaire
juge pour légalisation de la signature
de M. Clubion

par empêchement de M. le Président du
Tribunal de Grande Instance de la Seine
PARIS, le 8 JUIN 1959



Ministère de la Justice
Paris, le 9 JUIN 1959
Georges CAGNIAT



b) Assurance-Vie auprès de la compagnie d'Assurances
"LA NATIONALE" 15 rue Kasr-el-Nil, LE CAIRE.

Assurance sur la vie, police 3.424/698, modifiée par
l'avenant n° 6.221 ramenant le capital de L.E. 1.000 à L.E.
100 entièrement versées.

Assurance sur la vie, police 3.424/738 d'un capital de
L.E. 900 capital versé en Egypte calculé par "LA NATIONALE"
L.E. 199,980 m/m

c) Créance sur Monsieur SOLARI, Agent de Voyages à
ISMAILIA.

billet retour France-Egypte par le S/S "Marseillaise"
Classe Touriste - I Place + 1/2 place
Billet retour France-Egypte par Air-France
Classe Touriste 1 place

valeur totale environ L.E. 150

Billets remis le vingt cinq octobre mil neuf cent
cinquante six à Monsieur SOLARI, pour remboursement par la So-
ciété de Voyages FARACLAS de Port-Saïd.

De prendre possession de tous les avoirs des consti-
tuants tels qu'existants et de les déposer au Crédit Lyonnais
Agence de Port Saïd en un compte ouvert sous rubrique au nom
de Monsieur LE ROUX Henri.

De procéder à la vérification des comptes, à la vérifi-
cation de la gestion et des prélèvements des sequestres, en
cas de vente de tout ou partie des titres, de vérifier les
conditions et les prix de vente, de procéder également au con-
trôle et à l'apurement de la situation fiscale.

A défaut de motif sérieux de contestation de donner
décharge aux sequestres intéressés et régler tous soldes d'im-
pôts dus par les constituants.

Et en cas de contestation sérieuse d'agir dans les ter-
mes définis au paragraphe III ci-après.

II- Quant au mobilier ayant garni le logement des cons-
tituants rue d'Ankara, bâtiment n° 414 de la Compagnie du Ca-
nal et entreposé au magasin YAZDI, Avenue Sultan Hussein à IS-
MAILIA à la date de la Proclamation n° 5 du premier novembre
mil neuf cent cinquante six.

deprocéder à sa récupération avec vérification de son
état et de tous manquants, vérification des comptes des seques-
tres le cas échéant, contrôle et apurement de la situation fis-
cale des constituants.

A défaut de motif sérieux de contestation de donner
décharge à tous séquestre et dépositaires, de régler tout solde
d'impôts, d'entreposer s'il y a lieu les meubles dans un dépôt
de son choix en vue de leur vente ou de leur transfert en France
le cas échéant de donner congé de l'entrepôt et de régler tous
soldes de loyers existants.

et en cas de contestation sérieuse, d'agir dans les
termes définis au paragraphe III ci-après.

III- En cas de contestation sérieuse avec les seques-



031498



== 1 JUN 1959 == PARIS 1ER ENT. ==

2 JUIN 1959

Procuration par
Mme XOUAL à Mes
FAIRE ET RATHLE

Mixte et Me Gabriel
RATHLE, Avocat à la
Cour, tous deux demeu-
rant au CAIRE (Egypte)
avec pouvoir d'agir
conjointement ou s'épa-
rément ./.

ENREGISTRE A PARIS 8. NOTAIRES
- 3 JUIN 1959
B. 880/7
100 : HUIT CENT VINGT FRANCS

HA

M A N D A T

EC/PD

PARDEVANT Me Yves Aubron Notaire à PARIS, soussigné
a COMPARU :

Madame Henriette AUVERGNON, sans profession, résidant
à PARIS, 4 Square Emmanuel Chabrier, Veuve de Monsieur
Paul XOUAL.

Née à AGEN (Lot et Garonne) le vingt
quatre Juin mil huit cent quatre vingt
six.

De nationalité Française

LA QUELLE a par ces présentes, constitué pour man-
dataire, et déclaré donner mandat irrévocable,

A Maître François FAIRE, ancien Conseiller, Avocat
résidant à PARIS, 8 rue Brémontier, près la Cour d'Appel /-

De, en nom et pour compte, et ce, comme
suite aux accords intervenus entre la FRANCE et l'EGYPTE
le vingt-deux Août mil neuf cent cinquante-huit.

A l'effet de:

Procéder en EGYPTTE à toutes formalités, généralement
quelconques, auprès de toutes Autorités, Administrations
et organismes; du Sequestre général des biens français et
de tous sequestres particuliers; de l'Administration des
Impôts; de toutes banques et de tous établissements de
crédit; de toutes sociétés et de tous particuliers, à
l'effet de faire lever le sequestre appliqué à
biens et droits en exécution de la Proclamation N°5 du
ler Novembre 1956; de faire remettre à sa libre dis-
position ses avoirs, immobiliers et mobiliers ain-
si que toutes indemnités d'égyptianisation ou prix de
vente; d'assurer le transfert de ses revenus et avoirs
dans le cadre des accords intervenus entre la FRANCE
et l'EGYPTE.

Aux fins ci-dessus, mandat est donné à Me François
FAIRÉ.

1- Quant aux avoirs mobiliers de la constituante
fonds liquides, créances et titres, à savoir:

HA



Notaire-général
Rathle

H A

H A

1-) biens mobiliers consistant en

2-) biens immobiliers consistant en

et à en verser le produit net au crédit du compte ouvert, sous
rubrique à nom ; auprès de la Banque

IV.- Statut de non résident.

Mandat est donné à Me François FAIRE, de procéder à
toutes formalités auprès de toutes Autorités (Contrôle des
chances, Administration des Impôts, et coëtera) à l'effet d'ob-
tenir à *me* profit le statut de non résident et le transfert
en France, au crédit de *me* compte ouvert auprès de CREDIT
LYONNAIS à AGEN des revenus et, le cas échéant, de ses
avoirs et de meubles et bijoux dans le cadre des accords
de paiement entre la France et l'Egypte ; en attendant d'obtenir en
faveur ou en faveur de *me* enfants tous transferts
de revenus ou allocations prévus par les règlements en vigueur.

V.- Prélèvements.

Me François FAIRE est expressément autorisé, sitôt
après mainlevée du séquestre, à prélever sur
liquides une somme de
à valoir sur tous frais par dus et en tant que de besoin à
donner au tiers payant quittance valable et définitive de ce
prélèvement.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et
procès-verbaux, élire domicile substituer en tout ou partie des
présents pouvoirs une ou plusieurs personnes, recevoir les
comptes des mandataires substitués, leur donner décharge, les
révoquer, en nommer d'autres et généralement faire le nécessaire.
DONNÉ ACTE, en brevet sur modèle,
Fait et passé à PARIS, en l'Etude du Notaire soussi-
gné 146 rue de Rivoli.

H A